



En 2016, on recensait en France environ 5 000 lieux publics d'accès à Internet, aussi appelés EPN (Espaces publics numériques).

Certains sont « généralistes », d'autres « spécialisés » : vidéo et photo numériques, accompagnement pour l'emploi, lutte contre l'exclusion, l'illettrisme, etc.

Source : L'Agence du Numérique, netpublic.fr (avec répertoire et carte des EPN en ligne).



Qu'en est-il du rapport au numérique de publics fragilisés, telles les personnes souffrant d'un handicap ou âgées ?

D. P. : Il varie fortement selon la nature du handicap, physique ou psychique, de son intensité, de son caractère récent ou ancien, mais aussi des efforts des constructeurs et opérateurs en matière d'accessibilité. La situation des personnes âgées est encore plus disparate : certains sont des experts du numérique, d'autres ont de vrais soucis. La question de l'interface est pour eux essentielle. Pour ces publics-là, comme pour les jeunes, voire l'ensemble des citoyens, la réalité de l'accès au numérique dépend de nombreux facteurs : économiques, sociaux, culturels, géographiques...

Peut-on dès lors parler d'une « fracture numérique » entre inclus et exclus de l'usage d'Internet et de la pratique d'outils qui deviennent indispensables ?

D. P. : Justement, non. L'idée d'une séparation tranchée entre inclus et exclus du numérique ne correspond plus à la réalité. Il y a des jeunes, en Afrique ou en Amérique du Sud, qui vivent dans les pires conditions, sans aucun accès direct à Internet, et qui pourtant arrivent à gagner 25 dollars par mois grâce à leur blog et à la maîtrise du système publicitaire de Google. À l'inverse, j'ai récemment rencontré à Paris, lors d'une formation d'un conseil de quartier, une femme trentenaire, avec un smartphone dernier cri et une connexion haut débit, qui ne savait pas ouvrir plusieurs fenêtres à la fois sur ses écrans, et qui ne comprenait pas ce concept de multifenêtrage. D'un point de vue statistique, elle faisait partie des « inclus », alors même que la vérité de ses usages l'excluait d'un grand nombre de pratiques majeures du numérique.

Parler d'un « illettrisme numérique » serait-il plus exact ?

D. P. : Oui, car cette expression traduit bien le problème, qui est de moins en moins une fracture de connexion et de

plus en plus un fossé social et culturel... Et non, parce qu'elle ne rend pas compte de la complexité de ce phénomène. L'enjeu tient moins à la possession et à la maîtrise des outils qu'à la capacité à transmettre et à recevoir des messages, à faire ensemble, à construire des projets avec d'autres dans une société désormais structurée par les technologies de l'information et de la communication. L'erreur est de considérer le numérique comme un ensemble de *mass media* plus ou moins interactifs. En revanche, dès lors que nous le prenons tel un espace de coopération, notre regard change. Il y a des gens qui pratiquent Internet sans avoir envie ou être capables d'en utiliser les potentiels collaboratifs. J'ai ainsi vu des étudiants, très habiles sur les réseaux sociaux, qui ne l'étaient plus du tout dans des situations de coopération professionnelle où il s'agit de bâtir un projet à distance. L'inclusion numérique est variable dans le temps et l'espace. Elle dépend des lieux, des situations, des interlocuteurs, etc.

Alors que 78 % des bénéficiaires des services d'Emmaüs Connect déclarent ne pas disposer d'un accès privé et personnel à Internet, n'avons-nous pas besoin, plus que jamais, de lieux publics conçus pour la pratique du numérique par les plus démunis ?

D. P. : Bien sûr. Mais la France bénéficie aujourd'hui d'un réseau d'au moins une dizaine de milliers de lieux publics ou privés pour cela, dont environ 5 000 Espaces publics numériques (EPN). Ces lieux, souvent méconnus, sont bien plus que des cybercafés avec des guides compétents. Je pense au Hublot, dans la friche artistique de L'Entre-Pont, dans les Alpes-Maritimes, qui se veut « un point d'accès Internet, un lieu de formations personnalisées et d'ateliers de création multimédia pour les jeunes publics, un centre de ressources numériques dans la création artistique ». J'ai en tête d'autres lieux, chacun avec leur spécificité, tel L'Espace Libre 13.1 dans le 13^e arrondissement de Paris.

Cet EPN, géré par l'Association Sciences Technologie Société, propose gratuitement « de l'accès libre, des formations, un atelier emploi pour les demandeurs d'emploi, un atelier numérique pour les jeunes, accueil des écoles maternelles et anime des débats scientifiques autour du numérique et des journées de convivialité pour seniors dans le cadre du projet 13'Sâges ».

La privation de numérique devient une double peine pour les populations socialement et culturellement les plus démunies.

Ces espaces semblent œuvrer au-delà de la médiation numérique...

D. P. : Aujourd'hui, les apprentissages du numérique se font sur la base de projets, qu'il s'agisse de remplir un document administratif, de créer une vidéo ou de monter une plateforme de partage entre voisins. Dans l'étude citée ci-dessus¹, une forte proportion des personnes interrogées expliquent qu'elles n'utilisent pas Internet, non par manque de moyens ou de compétences techniques, mais parce qu'elles ne sont « pas intéressées ». Cela signifie que l'enjeu majeur de l'appropriation des outils porte désormais sur le sens du numérique dans la société.

Mais comment se traduit cet apport de sens pour une personne qui cherche d'abord à s'approprier des outils sans lesquels elle ne peut communiquer ?

D. P. : Pour répondre correctement, il faudrait multiplier les exemples sur le ter-